

## LA SCISSION DE 1947 (1943-1947)

Annie LACROIX-RIZ

Communication au colloque du CEVIPOF (FNSP), Paris, *Un seul syndicat pour les salariés? Bilan et perspectives*, 29-30 septembre 1995

Publié in Pierre Cours-Salies et René Mouriaux, coordonnateurs, *L'unité syndicale en France, 1895-1995*, Paris, Syllepses, 1997, p. 31-50

L'incapacité à demeurer au sein de la même organisation repose sur des raisons de fond qui ne varièrent guère de la première scission de la CGT à la troisième: conception même des rapports sociaux, à améliorer sans les abolir ou à bouleverser; définition du cadre et des limites de l'action des salariés face aux patrons privés et à l'État; options sur une question devenue décisive depuis la Grande Guerre, la position de la France à l'égard de puissances aptes à peser sensiblement sur son destin (États-Unis et Russie, mais aussi Allemagne). Plus que sur les causes générales, stables depuis la première scission, de la division du syndicalisme ouvrier français, nous insisterons ici sur quelques points forts du processus de décision: réalité du rapport des forces réduisant les anciens maîtres de la centrale à un rôle d'appoint et leur imposant de recourir massivement, compte tenu d'une faiblesse insurmontable à court terme, à des appuis extérieurs au syndicalisme. Certains d'entre eux commencent à être bien connus (le rôle des Américains). D'autres sont perceptibles, mais inégalement étudiés. L'apport spécifique de la SFIO (en tant que parti et élément de l'appareil d'État), aussi liée à la tendance confédérée que le PCF à l'unitaire, mérite approfondissement: tentative de contournement des communistes «par la gauche», collaboration SFIO-MRP - et CFTC-confédérés - en vue de l'affaiblissement de l'adversaire, appui apporté par les ministères socialistes à la tentative de reconquête intérieure précédant la rupture sont inégalement connus. D'autres soutiens enfin, aussi certains qu'à l'occasion des deux précédentes fractures, demeurent obscurs: la contribution patronale à la rupture du front syndical des salariés, de la propagande à l'aide en bonne et due forme. Nous situerons les prémices de la scission au début même de la réunification (1943); nous tenterons ensuite de recenser les éléments de la coalition hétéroclite intéressée à la division ouvrière; les aléas et succès de ce projet seront ensuite rapportés à la conjoncture socio-économique d'une Reconstruction dure aux salariés.

### LES FORCES INTÉRESSÉES À LA SCISSION DEPUIS 1943: JALONS ET QUESTIONS

#### RÉUNIFICATION, FRUSTRATIONS ET AFFAIBLISSEMENT DES CONFÉDÉRÉS, 1943-1945

Les frustrations des confédérés, si fortes depuis la marée unitaire du Front populaire, furent ravivées quand s'amorça la réunification de la CGT brisée en septembre 1939: le rapport des forces balaya les accords de principe du Perreux aussitôt conclus (en avril 1943). *Toutes* les régions furent alors conformes au «bilan» dressé par Monique Luirard «de la politique de présence» des cégétiste «légaux»<sup>1</sup>. Collaborateurs avérés ou non, résistants précoces ou tardifs, légaux œuvrant dans le cadre de la Charte du Travail ou «semi-légaux» du comité d'études économiques et syndicales (CEES) (créé par le courant Jouhaux le 15 novembre 1940), voire très minoritaires «clandestins»<sup>2</sup>, les confédérés furent frappés de discrédit. Du printemps 1943 au débarquement de 1944, la désaffection envers les légaux fut considérable et la tendance à leur éviction par les ouvriers au profit des clandestins systématique, des cheminots aux mines (ancien fief confédéré riche en «chartistes» légaux), de la Chimie aux Métaux, et aux Services publics. Devant la forte pression

interne les «délégués» décidèrent parfois «de se retirer», ainsi aux usines Michelin de Clermont-Ferrand au début de 1944<sup>3</sup>. On peut généraliser le constat d'un rapport de police de mai 1944 décrivant, sur la base des aveux des légaux, le profond «mécontentement» d'ouvriers pourtant caractérisés par «l'attentisme» et le «découragement»: leur colère contre «l'inaction des responsables syndicaux» constituait «l'un des facteurs essentiels du climat favorable à la propagande communo-cégétiste»<sup>4</sup>. L'impatience contre les confédérés franchit les limites du monde ouvrier pour toucher certains de leurs bastions: en décembre 1943, aux élections au comité social d'«un établissement très important de la place de Paris», «75% des bulletins de vote portaient la mention: "Staline" au lieu du nom d'un délégué. Cet incident s'est immédiatement répandu dans les autres établissements et l'on risque fort de le voir se reproduire à chaque élection»<sup>5</sup>. Au tournant de 1943, les confédérés redoutèrent au plus haut point que, portés par la vague, les unitaires - ou plutôt «les représentants du parti communiste» ès qualités - ne pulvérisent les accords du Perreux qui leur promettaient la reconstitution de la confédération «sur la base de la situation au 1er septembre 1939»<sup>6</sup>: en novembre 1943, un long courrier du «Bureau CGT de Londres» - confédéré - aux unitaires désignés par des initiales (T, Cr et R: à l'évidence Tollet, Croizat et Raynaud) révéla à la fois l'alarme et la course de vitesse engagée, par exemple «dans le Pas-de-Calais» minier, pour tenter de limiter l'hégémonie unitaire gagnée sur le terrain et de préserver «le contenu de notre accord du Perreux, à tout le moins le fond, puisqu'il ne fut jamais mis en forme». Protestations et menaces visaient à dissuader les unitaires de «présent[er]», tel «Cr» en août (?) 1943, «comme agents d'une cinquième colonne allemande tous ceux qui vous ont été opposés à la CA en septembre 1939»; «nous renouvelons notre protestation. En réalisant notre unité, nous avons considéré d'un commun accord que ce passé douloureux pour tous ne serait pas évoqué entre nous, il ne doit pas davantage - et moins encore - l'être par vous ou par nous pour l'extérieur, il serait malheureux sans doute, et sûrement maladroit, que des polémiques injustifiées se produisent qui nous conduiraient à rappeler, pour une mise au point, tous les faits qui nous ont troublés ou heurtés en août et septembre 1939»<sup>7</sup>.

Ces arguments ne suffirent pas à figer dans les instances dirigeantes le rapport de forces de 1939, qui ne correspondait d'ailleurs pas à la réalité héritée du Front populaire, et bien moins encore à celle de l'après Libération. Les appels à l'unité de 1945, multipliés par les unitaires lors de la reconstitution des fédérations ouvrières et unions, freinèrent donc le phénomène beaucoup plus qu'ils ne l'accéléchèrent: quand furent établis entre l'été et l'automne 1945 les rapports de force officiels concédant à Jouhaux le poste de secrétaire général, aux côtés de Frachon, et à ses amis la parité avec les «majoritaires» au bureau confédéral, les confédérés avaient récupéré une partie des forces que la colère des années précédentes leur avait ôtées ou menaçait de leur faire perdre<sup>8</sup>.

Deux facteurs au moins se conjuguèrent pour expliquer l'embellie: 1° le rétablissement du balancier politique traditionnel, infléchi par la combativité communiste de l'Occupation, qu'avait prévu un clairvoyant rapport sur la SNCF de la fin de 1943: les syndicalistes cheminots - catégorie que se disputaient sévèrement les deux courants depuis la fin de la Première Guerre mondiale - avaient basculé pour «une forte majorité» du côté du PCF par «besoin d'action (...) antiallemande (...) le parti communiste a pris une très grande influence parmi le personnel des Transports (...) en raison de l'idée antiallemande qu'il représente beaucoup plus que de (*sic*) tendance politique»<sup>9</sup>;

2° la relative modération des dirigeants unitaires soucieux des susceptibilités de Jouhaux dont ils estimaient avoir besoin pour éviter au communisme politique et syndical l'isolement qui avait eu raison par deux fois de l'unité cégétiste. Ils laissèrent certes, dans les organismes locaux et fédéraux, un exutoire aux griefs accumulés depuis (au minimum) l'exclusion de septembre 1939. Mais, au retour de Jouhaux en mai 1945, accueilli «entre autres» par Duclos, les responsables unitaires attribuèrent à «la cinquième colonne patronale (...) la campagne (...) menée contre lui»<sup>10</sup>; puis ils revendiquèrent une loyale défense de «l'autorité de Jouhaux dans toutes les usines»<sup>11</sup>. Ils exploitèrent aussi le courant anti-Jouhaux particulièrement vif chez les métallurgistes parisiens, ne fût-ce que pour arracher aux confédérés l'adhésion au principe des deux secrétaires généraux finalement acquis en septembre 1945<sup>12</sup>. Mais Frachon mit en garde contre «le vertige du succès» (sans user de la formule) au Comité central du PCF du 18 mai 1945: l'indéniable «majorité» communiste «dans la CGT» n'avait pas aboli le risque de destruction de la centrale, de «tir de barrage insensé» que subirait une «CGT (...) uniquement dirigée par des communistes (...) il faut faire un pas en avant. Et nous devons apparaître à la direction. Mais je vous assure, à mon avis, c'est

tout ce qu'il faut faire (...) Jouhaux est là (...) il y restera encore quelque temps. Avec lui nous avons fait une CGT de cinq millions d'adhérents (...), depuis 1936 et cinq ans de guerre nous avons fait un pas en avant (...) Je ne crois pas qu'il soit mieux de dire: je ne veux pas collaborer avec Jouhaux, mais avec Léon Blum»<sup>13</sup>.

Quels que fussent les égards témoignés aux confédérés au sommet de la confédération, le rapport des forces débrida, aux niveaux inférieurs, l'expression des griefs unitaires et exclut le maintien de la parité. De 1945 au congrès confédéral d'avril 1946, les unitaires conquièrent au sein des organisations locales et fédérales des positions hégémoniques que résume le vote sur les statuts: pratiquement écrasés dans les fédérations ouvrières, à l'exception du Livre (76%), des Tabacs (69%) et de la Bijouterie (87%), réduits à la portion congrue (entre 11 et 21%%) dans les fédérations «mixtes», les confédérés ne conservaient de fortes positions que chez les non-productifs<sup>14</sup>, confirmant la surreprésentation des fonctionnaires solidement établie à la CGT depuis la fin des années vingt.

Faut-il imputer la décision de scission à l'arrogance des vainqueurs? Le fait - la réalité de l'hégémonie communiste - nous semble importer plus que sa perception, naturellement pénible aux éléments marginalisés: c'est la menace de *radicalisation* ouvrière qui impose à ceux qui la redoutent une réaction, naturellement inutile dans le cas où les tuteurs des salariés parviennent à les contenir dans la voie de la sagesse et de la modération salariale et politique. Les deux précédentes scissions avaient eu pour moteur le même péril, objet négatif de consensus de forces disparates: pour la gauche politique et syndicale menacée de perte d'influence, l'analyse de Paxton sur la violence de l'anticommunisme suscitée chez les chefs confédérés évincés par la marée unitaire syndicale de 1936-37 demeure aussi pertinente après guerre<sup>15</sup>. Au degré de faiblesse atteint entre le Front populaire et l'Occupation, la reconquête, semée d'embûches plus encore que naguère, imposait de puissants soutiens extérieurs.

## LES SOUTIENS EXTÉRIEURS POUR LA RECONQUÊTE: CERTITUDES ET QUESTIONS

Les précieux fiefs non-ouvriers étaient d'autant plus décisifs qu'ils pouvaient recevoir l'appui des ministres socialistes majoritairement chargés de ces administrations. L'affaiblissement général apparut cependant difficilement surmontable, et il incita les confédérés, plus ou moins activement selon les sensibilités et expériences respectives, à s'appuyer sur des collaborations empressées.

### L'aide étatique et américaine

Le phénomène, décrit depuis l'automne 1945 par le chargé de mission en France de l'*American Federation of Labor*, Irving Brown, fut perçu dès la guerre: la poussée unitaire avait posé en termes clairs la question de l'hégémonie dans la centrale syndicale qui serait reconstituée une fois le pays libéré de l'occupant allemand. Un rapport de la préfecture de police de mai 1944 signala deux forces directement intéressées à la bonne santé de la tendance confédérée, les Alliés anglo-américains et les prétendants gaullistes à la succession de l'État vichyste: le CEES animé par le courant «semi-légal» critique envers Vichy et la Charte, dont «les animateurs (...) sont, pour la plupart d'anciens SFIO (tendance Blum) et d'anciens membres de la CGT dissoute» - notamment Neumeyer, ancien secrétaire général adjoint de la fédération des fonctionnaires, «bras droit de Charles Laurent actuellement à Alger», ou Gazier, partie prenante dans la constitution de la CGT clandestine, également alors à Alger -, «serait financé par les syndicats ouvriers anglais et américains»; le CFLN offrit aussi à «cet organisme» des moyens financiers destinés à faire pencher la balance de son côté: «actuellement, réformistes et communistes sont en conflit au sujet d'une subvention de 6 millions accordée par le CFLN, subvention qui aurait été entièrement utilisée par les premiers au détriment des seconds; ceux-ci ont porté cette affaire, qu'ils considèrent comme une escroquerie, devant le Comité d'Alger»<sup>16</sup>. D'autres sources, fournies par l'appareil vichyste, dotèrent les confédérés légaux - on ignore le dosage des bénéficiaires, ultras seuls ou centristes, exclus de l'avenir ou associés à la reconstitution de la CGT? - de «certaines réserves pour l'avenir». Un milliard de francs avaient été affectés au «budget spécial pour l'organisation et l'application de

la Charte du Travail». Lagardelle, ministre du Travail depuis avril 1942, qui avait solennellement affirmé qu'il n'y serait pas touché, préleva sur ce fonds, un mois avant de céder sa place à Déat (donc en janvier 1944), 300 millions, qu'il remit «au chargé de mission cégétiste à l'Office des comités sociaux» - c'est à dire sans doute à Georges Dumoulin<sup>17</sup>: ils furent «répartis entre un certain nombre de délégués syndicaux, sous le prétexte de faire de la propagande pour la Charte, auprès des syndicats cégétistes»; Bichelonne remit le reliquat, soit 700 millions, aux «comités sociaux», avec un maximum de 200 000 francs par comité local (ce qui «all[égea] l'effort exigé des patrons», supposés les financer «sans aucune subvention gouvernementale»)<sup>18</sup>.

La source américaine, amorcée avant guerre, est confirmée par l'abondante littérature sur les œuvres internationales de David Dubinsky, chef du riche «syndicat international des Travailleurs de la Confection pour Dames» (*International Ladies Garment Workers Union*)<sup>19</sup>. Ayant étudié à partir de 1944 les modalités de l'entreprise menée par cette branche de l'AFL avec l'appui de l'État américain directement concerné, dans sa nouvelle tentative de *Porte ouverte*, par les rapports sociaux en Europe, nous en résumerons ici l'essentiel<sup>20</sup>. Le cas français ne constitua qu'une section, certes importante, d'une mission *européenne* étendue à toute la future zone d'influence américaine sur le Vieux Continent<sup>21</sup>. La mission prit forme définitive à l'automne 1944, par la création, au Congrès annuel de novembre de l'AFL, du «comité des Syndicats libres» (*Free Trade Union Committee*), machine de guerre contre le syndicalisme européen radicalisé par les épreuves de la crise puis de la guerre: son «fonds des Syndicats libres» (*Free Trade Union Fund*), fut officiellement doté d'un million de dollars «pour soutenir les éléments non-communistes et démocratiques à travers le monde» et «assurer l'aide des syndicats américains pour reconstruire des syndicats libres et démocratiques»<sup>22</sup>. Pourvu en réalité des moyens indispensables par Washington, le *FTUC* délégua dans chaque pays libéré par les troupes américaines des syndicalistes fonctionnarisés, notamment par le Département d'État, pendant la guerre. Ils y furent voués à une tâche à portée nationale (évoquée ci-dessus) et internationale: ressusciter contre toute tentative d'unification internationale intégrant les syndicats soviétiques la FSI, toujours considérée comme un excellent barrage anti-bolchevique mais très déconsidérée par sa passivité contre le fascisme. En France, ce fut Irving Brown, installé à Paris à l'automne 1945, qui vint aider les éléments de la CGT les plus frustrés par la victoire unitaire à «se préparer à la future épreuve de force (*showdown fight*)» contre les communistes; en collaboration avec «notre ambassade»<sup>23</sup>, surtout l'attaché au Travail Richard Eldridge, qui l'avait efficacement précédé au tournant de 1944, l'assista dans son action en France et l'accompagna dans ses déplacements «européens» de 1946-1947<sup>24</sup>.

### **SFIO, force politique et élément de l'appareil d'État**

Du côté des forces politiques intérieures, c'est logiquement la SFIO qui se chargea comme naguère de la reconquête. On ne saurait pas plus que pour le PCF dissocier le parti des responsables syndicaux résolus à la contre-offensive de l'intérieur ou gagnés d'emblée à la scission par conviction que le premier objectif était voué à l'échec: rapporté aux archives de la SFIO, le vieux *leitmotiv* de «l'indépendance syndicale» relève du paravent idéologique. C'est entre les printemps de 1945 et de 1946, après de vives déceptions électorales, que s'exprimèrent les deux conceptions, minimale et maximale, du processus envisagé pour récupérer, avec le syndicalisme, la base ouvrière perdue. Leur évolution suivit le cheminement de la scission précédente, de l'appui sur les groupes socialistes d'entreprise créés le 6 juin 1936 à la cassure, évidente depuis novembre 1938 et différée jusqu'à septembre 1939<sup>25</sup>. Le rôle *moteur* de la SFIO dans le processus infirme la thèse de G. Lefranc selon laquelle c'est la base exaspérée des «militants (...) du rang» qui imposa à la fin de 1947 la scission «à des leaders qui ne la voulaient pas ou qui ne la voulaient pas encore»<sup>26</sup>.

Daniel Mayer, qui s'était plaint en novembre 1944 que «le parti socialiste [fût] trop souvent, hélas, absent de la CGT et de ses travaux»<sup>27</sup>, franchit une nouvelle étape après les cantonales de mai 1945. Le 20, devant les secrétaires fédéraux, imputant l'échec enregistré dans le Pas-de-Calais au fait que «le syndicat des Mineurs n'était pas ce qu'il aurait dû être», il proposa pour «pénétrer la CGT» et empêcher sa «bolchevis[ation]» de recourir à nouveau aux GSE<sup>28</sup>. Le comité directeur désigna dix jours plus tard sa commission administrative nationale<sup>29</sup>, indice que le processus de décision avait largement précédé cette première déclaration. Le Bail, représentatif du courant «non-résistant» de la SFIO<sup>30</sup>, le plus violemment anticommuniste, énonça entre l'automne 1945 et février

1946, au nom des impératifs intérieurs et de ceux du «bloc occidental» indispensable contre le communisme<sup>31</sup>, une ligne de «rupture avec le PCF» aux conséquences syndicales sûres: il se référa d'ailleurs à la nécessité de surmonter la scission de Tours et prescrivit, contre «la grande faute [qui] date de 1934 [d'...]adopter cet anticommunisme auquel nous avons eu le tort de renoncer depuis 1934»<sup>32</sup>.

Dotés de ministères dont les fonctionnaires demeuraient acquis aux confédérés, les dirigeants socialistes purent compléter leur inlassable action par une aide spécifique considérable, dimension matérielle incluse, à leurs alliés syndicaux. Cet appui étatique est encore mal connu: ainsi les grèves anti-unitaires de 1946 dans les Postes ont-elles été expurgées de tout ce qui en aurait fait l'intérêt, notamment les liens entre GSE et dirigeants du parti, ministres ou non<sup>33</sup>. La collaboration revêtit pourtant des formes si spectaculaires dans les grèves anti-unitaires de 1947 que le rôle d'un de ses principaux animateurs, Jules Moch, pourvu des Transports et des TP depuis novembre 1945 - et l'un des hôtes les plus assidus de l'ambassadeur américain Caffery - apparut clairement: notamment à l'occasion de la grande grève des cheminots de juin 1947, étape majeure vers la scission. Des révélations précises fusèrent, dans le feu des polémiques entre tendances, au congrès fédéral, sur les modalités de la coopération entre Moch, son «entourage» et les dirigeants confédérés «sans mandat de [leur] fédération», au cours des grèves de juillet-août 1946 des PTT et des cheminots de Dijon puis de la SNCF dans son ensemble en 1947: les unes et les autres avaient pour objet, mêlant étroitement les GSE, *Force ouvrière* (strictement confondus), ministre et cabinet, de «démolir la direction fédérale» unitaire de chaque organisation concernée<sup>34</sup>. On verra plus loin comment la conjoncture rythma les étapes du processus.

### **Le patronat organisé**

Demeure une quasi inconnue, la contribution précise du patronat organisé à la division ouvrière, au-delà de l'évidente action de propagande anti-cégétiste faisant l'équation plus encore qu'en 1936 entre CGT et communisme. La question, il est vrai, ne se sépare pas entièrement de la précédente: la décision patronale revint évidemment à l'organisation baptisée CNPF en 1946; les instruments de la division ne pouvaient sortir de ses rangs, mais de spécialistes en contact direct avec le monde syndical, anciens communistes passés à Doriot avant-guerre, dissidents et exclus divers, SFIO ès qualités ou responsables syndicaux, rescapés de *Syndicats* exclus de la CGT et certains centristes d'avant-guerre.

On perçut à l'époque du Débarquement que le dossier serait géré en continuité avec le passé, en dépit des adaptations tactiques imposées par une conjoncture délicate. A l'inverse du postulat original, mais infondé, de Richard Vinen, d'une sorte d'Union sacrée anti-vichyste établie au cours de l'Occupation entre «grand capital» concentré et classe ouvrière<sup>35</sup>, la tactique de l'épreuve de force rendue possible par l'écrasement ouvrier de novembre 1938 fut encore tentée alors que toute perspective de victoire allemande s'était effondrée. A l'automne (?) 1943, le Comité des Forges proposa (sans succès) des fonds («plusieurs dizaines de millions») au «mouvement maquis» (l'AS) en échange des 20.000 hommes nécessaires au combat attendu contre «les masses ouvrières fanatisées par les communistes»<sup>36</sup>. D'autres rapports de 1943-1944, comme celui consacré aux «grands patrons» de Grenoble, suggèrent que les réorientations n'étaient pas universellement admises: «L'ouvrier est toujours le successeur du serf pour ces féodaux, intransigeance absolue et manque total d'intelligence sociale. A part quelques "fous" (*sic*) généralement tenus à l'écart par leur pairs et qui font penser à ces marquis républicains de 1789, l'on ne devrait s'attendre à aucune compréhension des plus élémentaires problèmes du travail»<sup>37</sup>. Il est pourtant significatif que Gignoux, l'homme de la CGPF et de la revanche de 1936, ait été chargé de préparer - en juin 1944 - la nouvelle «forme d'organisation» de la CGPF qui, déclara-t-il n'aurait «rien de commun avec la CGPF», «sorte de comité d'études, chargé de dégager un point de vue commun et de suivre les événements (*sic*) politiques en liaison avec les gouvernements éventuels». De réunions où furent convoqués «les représentants du grand patronat» ressortit un programme de reconstitution précédé d'un «préambule» faisant la part des circonstances: «toute guerre tient en suspens des virtualités révolutionnaires et particulièrement celle-ci: la longue compression du sentiment public, la misère et les ruines croissantes, l'apport au communisme du prestige de la force soviétique, voire l'évolution en cours dans les pays démocratiques (comités de production anglo-saxons), la

liquidation du super-dirigisme de guerre et l'adaptation des institutions économique-sociales de la période présente poseront à une date prochaine sans qu'il soit possible de les esquiver, une série de problèmes extrêmement graves, par l'échéance desquels il serait aussi inexcusable que dangereux de nous laisser surprendre»; on ne saurait éluder «dans le climat politique et social qui sera celui de cet après guerre le problème de la représentation, de l'organisation et de la gestion de la profession dans tous ses éléments, cadres et ouvriers compris»<sup>38</sup>.

Reste à savoir comment le patronat réorganisé traita entre la Libération et la scission ledit «problème», dont la situation de la CGT (rapports de forces internes, niveau de la combativité ouvrière, etc.) constituait le pivot. Sous quelle forme, et avec quels relais, se reconstitua, dans la région lyonnaise, après sa dissolution à l'AG extraordinaire du 28 février 1944, la «Société anonyme centrale de l'Industrie et du Commerce», officine fondée en septembre 1936 par des «chefs d'entreprises commerciales et industrielles (...) fort importantes», vouée à l'action contre les partis de gauche «et plus spécialement contre le parti communiste», qui avait après l'armistice consacré ses fonds, non plus à la préparation, désormais inutile, de bonnes élections, mais à celle «de la Charte du Travail»<sup>39</sup>? La question impose de compléter sur la base d'archives *stricto sensu* les apports de l'éclairant ouvrage de science politique rédigé par Henry Ehrmann en 1957<sup>40</sup>; de poursuivre sur la voie ouverte par Ingo Kolboom concernant la réorganisation de la CGPF au terme de la plus intense agitation ouvrière du siècle, et d'étudier, comme il l'a fait à propos du rôle joué dans la mise en place d'un syndicalisme de cadres contre toute tentation de rapprochement avec la CGT «ouvrière», les éventuelles initiatives patronales relatives à la centrale même<sup>41</sup>; sans négliger les biographies des durables instruments du combat anti-rouge, d'origine patronale ou issus de la mouvance socialiste, recyclés après la Collaboration en vue de la nouvelle phase de la croisade<sup>42</sup>. Émile Roche, l'un des représentants des liens étroits entre patronat et radicalisme, servit de mentor dès les années trente aux plus résolus à en découdre avec les rouges, adhérents de la tendance *Syndicats* de Belin<sup>43</sup>. Le même, passé du comité France-Allemagne et de la glorification de l'«apaisement» munichois à celle de la Collaboration (avec un stage au RNP)<sup>44</sup>, fut le «premier mentor d'après-guerre» du collaborationniste RNP Albertini, «l'ancien bras droit de Marcel Déat», recruté par la banque Worms dès sa libération de prison (en février 1948) pour sa spécialité, «la lutte anticommuniste»: notamment auprès du «Bureau d'études et de documentation économique et sociale» dirigé par le secrétaire des Métaux de *Force ouvrière* et «ami d'avant-guerre», Léon Chevalme. «Fonds patronaux» - et «des syndicats américains», couverture du Département d'État -, «clientèle syndicaliste et socialiste» (anciens communistes compris): l'usage des fonds, l'identité de ses utilisateurs et idéologues brandissant à nouveau le péril rouge et soviétique apparaissent clairement une fois la cassure syndicale achevée. Qu'en fut-il au moment où l'objectif essentiel de cet appareil de propagande et d'action était précisément la scission, c'est à dire entre 1944 et 1948?<sup>45</sup>. Quelle fut la part de Robert Lacoste, ancien fonctionnaire et syndicaliste des Finances, déjà intégré dans les années trente, auprès du lieutenant de Jouhaux René Belin, au *brain trust* acquis à la planification-modernisation du capitalisme - comme J. Moch, polytechnicien membre de X-Crise et membre du Comité général d'Etudes<sup>46</sup>? Ehrmann le considérait comme la «tête de pont», via ses «contacts étroits» avec «certains chefs du mouvement patronal», établie par la CGPF devenue CNPF «au parti socialiste»<sup>47</sup>: on en perçoit l'importance en matière politique *stricto sensu* et de politique industrielle, où il fut après la Libération l'un des artisans d'une ligne visant d'abord à préserver les vieilles formes du financement public de la grande production privée; puis, l'objectif s'avérant inaccessible, à réaliser la nationalisation la plus douce possible aux intérêts ainsi frappés, tant du point de vue de l'indemnisation que de la gestion<sup>48</sup>. Lacoste joua-t-il dans la préparation de la scission un rôle aussi décisif que Moch, son collègue de parti et de gouvernement (de la Libération à novembre 1945, puis à nouveau en décembre 1946-janvier 1947 et depuis mai 1947, à la tête de la Production industrielle)<sup>49</sup>?

## LA LOI DE LA CONJONCTURE ENTRE BATAILLE DE LA PRODUCTION ET GRÈVES DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1947

Décrire des objectifs et plans ne relève pas de «l'histoire-complot» imputant à la seule conspiration le cours des événements et choses, mais de l'observation des faits: il faut encore

examiner comment des stratégies - celle de la division ou de la scission syndicale bénéficiait d'une solide expérience - s'adaptent ou non à une *conjoncture* générale qui dicte leur réussite ou leur échec.

## BATAILLE DE LA PRODUCTION, DÉCISION DE LA SCISSION ET TRIOMPHE DU GAUCHISME, 1944-MAI 1946

Celle de la Libération eut du point de vue de la scission des effets contradictoires de frein et d'accélération. Les unitaires se lancèrent dès la Libération dans une «Bataille de la production» censée réduire la contribution américaine - toutes dimensions confondues - à la Reconstruction et affermir d'autant l'autonomie ou l'indépendance française envers le tuteur de la zone d'influence occidentale. Cette ligne contient dans des limites étroites la colère et la combativité ouvrières, jugées très élevées en 1943-1944. Tous les fonds corroborent les rapports des RG de décembre 1943-janvier 1944 décrivant partout la «revanche» certaine du monde ouvrier qui «freine la production par tous les moyens», et l'inquiétude consécutive du «patronat et [de] ses représentants»; les «observateurs impartiaux (...) ne cachent pas leur appréhension de voir le mécontentement se traduire par des actes plus positifs dont les communistes tireront incontestablement des avantages»<sup>50</sup>: l'attentisme général masquait à peine depuis 1943 les conséquences futures du «courant de haine contre les commerçants, les industriels et les favorisés [qui] tend à envahir les classes laborieuses»<sup>51</sup>.

Les mines, devenues fief unitaire, illustrèrent les effets sociaux de la canalisation de l'énergie ouvrière longtemps contenue, après des années de surexploitation - et de répression contre les «meneurs». Alors commissaire de la République à Lille, Closon analysa avec pertinence, en dépit de préjugés sociaux qui le séparaient d'un monde qui n'était pas le sien, les motifs profonds et l'ampleur de la colère des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Il suggère l'exploit unitaire que constitua, après indispensable «épuration» (ou mutation) de la maîtrise et de l'encadrement haïs, leur remise au travail, laborieuse mais incontestable entre l'été et l'automne 1945: la fin de la guerre fit régner dans la région de Lille un «climat quasi anarchique. Après quatre ans d'oppression, d'innombrables ouvriers sont pleins d'ardeur révolutionnaire» et ne songent qu'à la «grève seulement pour le principe de faire grève. L'action pacificatrice des syndicats est très difficile à exercer et contre la tradition»<sup>52</sup>. Après tout, tant que les communistes incitaient - quel qu'en fût le motif - les ouvriers à travailler, la priorité anticommuniste strictement politique ou électorale sembla l'emporter sur celle de la remise en ordre interne du syndicalisme. La «Bataille de la production» évita au patronat et à toutes les forces attachées au *statu quo* socio-économique les affres de l'agitation ouvrière de 1936: la tension sociale redoutée fut donc infiniment moins aiguë que naguère.

Mais la tension politique - l'obsession générale de la poussée communiste - demeura considérable. La réorganisation syndicale, dictant l'avenir, s'imposa donc cependant, on le perçoit du côté socialiste et américain. La «Bataille de la production» eut un effet accélérateur sur la scission dans la mesure où socialistes et communistes, confédérés et unitaires divergeaient sur ses préalables et objectifs. L'adhésion officielle de *Résistance ouvrière* - organe de tendance des confédérés de novembre 1944 à décembre 1945 - à l'effort productif a fait dire à Alain Bergounioux que «tous souscrivirent plus ou moins aux propos que tenait L. Saillant» (confédéré qui rallierait la CGT à la scission) le 21 décembre 1944 concernant la priorité de la production sur les revendications; «l'effort économique indispensable, pour reconstruire l'économie française» n'aurait pas «constitu[é] un germe de division»<sup>53</sup>.

Les premiers, comme la plupart des décideurs français, prétendaient faire accepter au monde salarié les sacrifices d'une Reconstruction largement appuyée sur les Anglo-Saxons dont on attendait l'aide économique après en avoir attendu (à des degrés et à des dates divers) la libération du territoire. Les seconds comptaient, contre la perspective d'un «bloc occidental» régi par les Anglo-Saxons, sur la marge de manœuvre que ménagerait une reconstruction effectuée, selon la formule anglaise (d'ailleurs non appliquée) de Lord Keynes, «avec des briques et (...) du travail»<sup>54</sup>. S'ils prônèrent au dernier trimestre de 1944 la «formule (...): produire d'abord, revendiquer ensuite» - reconnue juste avant la fin de la guerre comme une erreur ou une faute par Henry Raynaud<sup>55</sup> -, ils

ne renoncèrent ni l'augmentation des salaires ni à la législation de 1936. Ligne incompatible avec les priorités auxquelles la SFIO avait souscrit dans le cadre de son alliance avec le MRP; et qui la conduisirent à mettre fin en décembre 1945 à sa participation à la Délégation des Gauches au sein de laquelle elle s'opposait aux demandes des délégués de la CGT: «nous sommes liés sur le plan parlementaire (...) nous ne pouvons pas continuer ce jeu d'équilibre» entre l'adhésion aux «revendications» donnée au nom du parti et son refus assumé par les élus de la nation, trancha D. Mayer devant le Comité directeur<sup>56</sup>.

«Ce jeu d'équilibre» fut cependant pratiqué par les fédérations socialistes et, dès leur recréation, par les GSE. Socialistes et confédérés, quel que fût leur ralliement de fond à la semaine de 48 heures, trouvèrent dans le langage modérateur des unitaires - si revendicatifs avant guerre - l'occasion d'une tactique nouvelle: le gauchisme ou le maximalisme s'imposa contre l'appel à l'effort, avec une vigueur particulière dans les régions minières où la concurrence entre les deux courants était féroce, et l'énergie unitaire au service de la production particulièrement soutenue. On assista à partir la Libération et surtout entre le printemps et l'automne 1945 à des discordances qui ne signifièrent pas incohérence, mais adaptation aux impératifs locaux ou nationaux, politiques ou syndicaux.

L'assaut gauchiste de fait, relancé par les grèves sporadiques qui surgirent à la fin de la guerre, en mai 1945, précéda donc sa théorisation, très au point à l'automne 1945, période de forte tension politico-électorale. Jouhaux adopta la même position d'attente complaisante qu'en 1936. Sans s'y joindre formellement, il avait laissé Belin organiser *Syndicats* et bénéficier des largesses de la «caisse noire» constituée par les organismes dirigeants confédérés pour les besoins de la lutte contre les unitaires; puis il lui avait désigné au terme de ses tournées provinciales les militants mobilisables pour la diffusion du «brûlot» anticommuniste<sup>57</sup>. Il fut lors de son voyage aux États-Unis (à l'ONU et «à Washington») de juin-juillet 1945 chapitré pour son adhésion à la FSM contraire au «point de vue de l'AFL»<sup>58</sup>; il fut l'un des premiers responsables contactés par Brown, et laissa à nouveau faire. Washington, il est vrai, s'en méfiait autant que son émissaire syndical, et lui reprochait à l'automne 1945 ses «courbettes aux délégués communistes» et un attachement à la FSM qui semblait le rapprocher des syndicats soviétiques<sup>59</sup>. «Personnalité dominante de la CGT», Jouhaux, bien que «non passé dans le camp communiste», était, rapporta Brown en novembre, conscient de son isolement et de la puissance de ses adversaires; il avait adopté à leur égard «une attitude toute de prudence et de coopération» et refusait de s'engager dans «un combat contre le parti communiste». C'est donc sur «le groupe Bothereau [... le plus "intéressé à obtenir notre aide"» que s'appuya Brown, sans que Jouhaux ignorât les manoeuvres en cours: les responsables les plus tôt résolus à en découdre avec les communistes devaient discuter de la situation avec le chef de leur tendance, «sans lequel ils ne pourraient rien faire»<sup>60</sup>.

Quelles que fussent les modalités précises de l'alliance conclue - notamment les rapports des Américains avec la SFIO en tant que telle -, on observe au dernier trimestre de 1945 un remarquable consensus entre la SFIO, les GSE, les syndicalistes héritiers de *Syndicats*, dans et hors de la CGT (exclus ou autonomes), sur lesquels s'appuya Irving Brown dès son arrivée en France. Ailes gauche et droite de la SFIO s'accordèrent jusque sur la tactique la plus propice à affaiblir l'ennemi entre l'automne 1945 et le printemps de 1946: sur la nécessité de «combattre le communisme par la gauche, c'est à dire faire du syndicalisme, fonder des groupes d'entreprise»<sup>61</sup>. On userait les communistes affectés à des ministères censés les opposer à leurs mandants ouvriers, expliqua le droitier Max Lejeune en octobre 1945: «il ne faut pas avoir peur de les mettre aux prises avec la classe ouvrière qu'ils ont l'habitude de pousser aux revendications. Quand la production industrielle sera entre les mains des communistes, ce sera pour les socialistes une singulière satisfaction de les voir lancer des appels à la raison, à la modération et au bon sens, au lieu de faire de la démagogie»<sup>62</sup>. Brown, remarquable connaisseur, par son expérience syndicaliste des années trente, des réalités sociales, escomptait aussi le «renforce[ment des] forces d'opposition» confédérées, d'une part, du «mot d'ordre [communiste] "produire, toujours produire"» et de son corollaire «particulièrement embarrassant pour les communistes de la CGT, «le travail aux pièces et l'intensification du travail», et, d'autre part, de l'acquiescement au blocage des salaires, qui serait imputé au nouveau ministre du Travail, le secrétaire général des Métallurgistes Ambroise Croizat



L'hypothèse d'«une scission» l'emporta dès lors, inspirant les préparatifs du congrès confédéral d'avril 1946<sup>64</sup>. Le gauchisme verbal rosirait les joues des confédérés jusqu'alors accusés de «modérantisme». Quel tremplin offriraient les rigueurs du temps, salaires bloqués, prix en folie, ravitaillement catastrophique, durée du travail: ainsi les 54 heures à la SNCF prescrites contre vents et marées entamèrent-elles évidemment l'énorme avantage acquis par les unitaires chez les cheminots dans les années précédentes<sup>65</sup>. Les chefs unitaires, auréolés du prestige de leur incontestable Résistance, s'efforcèrent de réduire à la défensive leurs assaillants en leur rappelant leur langage soumis de l'Occupation: en observant, tel Victorin Duguet, secrétaire du Sous-Sol, «que les "gréviculteurs" de l'heure présente étaient bien tranquilles, les pieds dans leurs pantoufles, et se moquaient bien si (*sic*) des militants crevaient sous la botte de l'occupant»<sup>66</sup>. Le contournement du blocage par les trois ministres communistes chargés depuis novembre des salaires, Ambroise Croizat et ses deux homologues pour leur propre secteur (Énergie pour celui de la Production industrielle et secrétaire général de la Fédération CGT de l'Éclairage, Marcel Paul, artisan majeur des généreux «Statuts» des mineurs et des gaziers et électriciens; Aéronautique, pour celui de l'Air, qui les avait précédés au gouvernement, Charles Tillon, champion du déblocage par les salaires au rendement); et l'expérience toute fraîche des années d'occupation atténuèrent l'effet de la dénonciation de la trahison par les unitaires des intérêts de la classe ouvrière. L'efficacité de l'entreprise de la tendance ne franchit guère les bornes de ses fiefs traditionnels, tel le Livre, objet d'une aide privilégiée en raison de sa tradition anticommuniste que le rôle joué pendant l'Occupation avait confirmée. Bothereau annonça en novembre 1945 à Brown un avenir aussi alléchant que les exclus, autre base essentielle de l'action: «son groupe était "en train d'envoyer secrètement des gens à travers tout le pays pour rassembler ses troupes et préparer l'élection des délégués"».

L'alliance du «groupe Bothereau» avec Irving Brown fut scellée dans le virage «gauchiste» qui caractérisa les premiers pas de l'héritier de *Syndicats*. Washington, via Brown, contribua à créer et finança l'hebdomadaire (et le courant) *Force Ouvrière*, qui succéda le 20 décembre 1945 à *Résistance Ouvrière*, organe moins violemment polémique. Les assauts contre les unitaires se regroupèrent sur deux thèmes: défense de «l'indépendance syndicale» contre la politisation de la CGT accrochée aux basques du PCF et de ses ministres, pendant du thème de la «colonisation» communiste d'avant-guerre; et - nouveauté par rapport au bagage anti-revendicatif et anti-gréviste de *Syndicats*<sup>67</sup> - dénonciation du sacrifice, par les unitaires, des revendications ouvrières sur l'autel de la «Bataille de la production». Reste à découvrir ou à évaluer les apports français à l'opération - fonds ministériels et patronaux -, qui relèvent de l'évidence. Voué à la lutte anti-communiste, le mouvement plaça la fédération du Livre à l'avant-poste du combat: son congrès de Saint-Etienne, du 2 au 5 avril 1946 confirma l'hégémonie confédérée sur une corporation compromise par son rôle sous Vichy et la Charte (et riche en exclus); il servit de répétition générale aux duels<sup>68</sup> confédéraux livrés à Paris du 8 au 12. Les confédérés révélèrent alors l'alliance tactique nouée avec les «gauchistes» les plus aptes à galvaniser l'impatience des salariés: *Force Ouvrière*, le 11 avril 1946, consacra une page presque entière à «la brillante intervention de notre camarade Vallière [...] une des plus remarquables prises de position effectuées depuis le début du Congrès». Ce militant trotskiste (*Ecole émancipée*) du SNI y avait dénoncé dans des termes hérités de Marceau Pivert l'abandon de la «politique de classe» («comme en 1936, plus qu'en 1936 peut-être, tout était possible»): la CGT avait préféré «s'endormir dans l'euphorie patriotique, sacrifier ses intérêts profonds à l'unanimité nationale [...] replâtrer l'édifice capitaliste»; et entonné le «refrain (...) produire, produire (...) Et c'est au nom de cette politique de production que l'on freine depuis la Libération, tous les mouvements revendicatifs de la classe ouvrière»<sup>69</sup>.

Cette hirondelle n'annonçait pas le printemps. L'optimiste Bothereau s'était beaucoup avancé pour séduire ses amis américains. Le prouva le fiasco pressenti par Brown dès mars et confirmé par le sombre bilan du congrès national d'avril 1946, avec les pourcentages respectifs des mandats sur le vote des statuts (84% et 16%). Brown fut l'un des meilleurs analystes de cette «défaite catastrophique», admettant la débilité des siens, incapables de s'entendre et de s'unifier, et dont le vibrant discours sur «l'indépendance syndicale» pesait peu face au cruel rappel unitaire de leurs prestations récentes; et la force des adversaires, que la nomination de ministres communistes n'avait aucunement entamée: les communistes, qui n'avaient pas laissé «oublier aux travailleurs que beaucoup de dirigeants de la CGT étaient passés du côté du régime de Vichy en 1940», étaient

auréolés du prestige tiré de leur active résistance à l'occupant; ils s'appuyaient sur l'attachement ouvrier à «la préservation de la solidarité syndicale», si profondément ancré «que même Jouhaux ne voulait pas [les] combattre»: «Jouhaux et ses associés croyaient qu'une scission dans les rangs du syndicalisme (ils avaient déjà été les témoins de deux de ces ruptures) affaiblirait gravement la puissance du mouvement ouvrier en divisant les ressources matérielles et d'organisation des syndicats (...) déjà maigres».

Au moment où le «mythe de l'unité» parut triompher, Brown entrevit pourtant dans l'ampleur de la défaite des confédérés l'assurance de «la scission finale qui isolera[it] la CGT en la faisant apparaître comme une pure et simple organisation du PC sur laquelle les travailleurs n'aur[ai]ent pas d'illusions» (même analyse que celle de Frachon sur les conséquences de la cassure du syndicalisme). L'impuissance des minoritaires, condamnant tout espoir de reconquête de l'intérieur, les contraindrait à «se fondre en un front commun» et à abdiquer «la fallacieuse bannière de l'unité». L'affaire était en bonne voie. Démentant son premier propos sur les intentions unitaires de Jouhaux, Brown le déclara persuadé comme Bothereau du caractère «inévitabile» de la scission: c'est lui qui avait empêché son lieutenant de passer trop vite à l'acte en démissionnant du Bureau confédéral au cours du congrès. Le déroulement même de la session avait fait avancer les projets: Brown avait rencontré «chaque délégué de l'opposition, à la fois individuellement et en petits groupes», et constaté que «la base commen[çait] à produire des dirigeants nouveaux et qualifiés», «éléments vraiment militants» résolus à la scission et pourvus de bases provinciales solides<sup>70</sup>. On concentra donc «les efforts» sur les hommes et sur des secteurs jugés vitaux, où les confédérés avaient conservé des forces: l'AFL et son délégué jouèrent la carte des «jeunes loups», «André Lafond et de nombreux jeunes militants de province», tel André Bergeron, une des antennes de Brown à Belfort, dans le Livre, impatients de supplanter des aînés répugnant à la scission de la FSM et «trop soucieux de préserver leur situation personnelle»; l'accent fut mis sur «trois industries stratégiques -les mines de charbon, les communications et les transports, particulièrement les chemins de fer»<sup>71</sup>.

De ce qui eût pu demeurer une piteuse conjuration la conjoncture intérieure et extérieure, à dater du second semestre de 1945 et surtout du printemps de 1946, assura le succès. A «la remise en ordre» des salaires de 1945 avait succédé ce que Sémat, dirigeant des Métaux CGT, appela au congrès fédéral de mars 1946 «les escarmouches d'avant-poste»<sup>72</sup>: la grève étant remplacée par la collaboration avec des ministres directement issus des grandes fédérations ouvrières (Métaux et Eclairage), cette politique de décrets et circulaires bénéficia aux *ouvriers*. Les «primes à la production» revendiquées par la CGT, Métaux en tête, avaient depuis l'été 1945 «tourn[é] la réglementation générale» et indigné la haute fonction publique contre «une politique de surenchère en matière de salaires extrêmement dangereuse tant au point de vue social qu'au point de vue économique»<sup>73</sup>: en avril 1946, les salaires au rendement atteignaient en moyenne 131% du minimum légal. Mainte autre disposition avait, au grand dam du CNPF et des forces non-communistes attachées au verrouillage salarial, largement profité aux corporations ouvrières: alignement des salaires minima sur les maxima par «certaine circulaire, célèbre sous l'indicatif TR 109, (...) envoy[ée...] dans la coulisse [par] l'honorable M. Croizat» le 19 décembre 1945, dénoncée par le CNPF - et par Paul Reynaud lors des règlements de comptes de l'automne 1946<sup>74</sup> -, majoration des heures supplémentaires par la loi du 25 février 1946, modifications des zones d'abattement, retouches des textes relatifs aux classifications, etc. Ces mesures renforcèrent les unitaires dans les usines, les succès électoraux dans les premiers mois de 1946 de leurs délégués l'attestent. Mais les autres salariés, notamment les fonctionnaires, base de masse confédérée, ne bénéficièrent pas de dispositions que la SFIO désapprouvait comme le MRP, et que ses ministres, ici en première ligne, s'appliquaient à maintenir au nom des impératifs de l'alliance avec ce parti. Les dirigeants confédérés imputèrent, sur les bases de «gauche» décrites plus haut, ces carences aux unitaires et à «leurs» ministres. Les employés subirent au moins aussi durement les effets d'un blocage rigoureux. A côté des ouvriers encore convaincus de l'efficacité de leurs mandataires, le gros des salariés, dont la hausse des prix avait depuis le second semestre de 1945 balayé l'acquis de «la remise en ordre», ne pouvait constater d'amélioration<sup>75</sup>.

## UNE ÉTAPE DÉCISIVE DE LA RÉDUCTION OUVRIÈRE À LA DÉFENSIVE: MAI 1946

Entre l'automne 1945 et le congrès confédéral, communistes et unitaires avaient répété à l'envi: «ça va mieux. Il y a quelque chose de changé». Cet optimiste mot d'ordre de Frachon et de Thorez pour la campagne constitutionnelle précéda la déception électorale des 5 mai (le non au référendum sur un projet de constitution à forte empreinte communiste) et 2 juin (où le MRP devança aux législatives le PCF, sur fond d'affaiblissement général de la gauche). Le «quelque chose de changé» avait masqué des tendances néfastes à l'offensive ouvrière ou salariée. Se mêlèrent indissolublement dans la première sévère défaite du bloc unitaires-communistes, redoutée au plus tard en avril, des données extérieures et intérieures: les salariés étaient découragés par l'envol des prix et les difficultés persistantes du ravitaillement, dégradé depuis la Libération; ils s'étaient évidemment montrés plus perméables à la dénonciation permanente et universelle de la politisation syndicale - qui les avait laissés de glace entre l'Occupation et 1945. Affaiblis par cette défensive, les communistes le furent également par l'espoir, général hors de leur mouvance, placé dans la solution américaine: marquée par les négociations d'emprunts depuis l'automne 1945 et la préparation de la mission Blum aux États-Unis, la longue campagne électorale imposa l'idée que la France ne s'en sortirait que par le recours prioritaire aux crédits en dollars. Ligne incompatible avec le radicalisme porté par le PCF et avec le maintien officiel de bonnes relations avec l'URSS, chargée comme naguère de tous les péchés. La SFIO, ravie de l'échec, le 5 mai, d'un projet qu'elle soutenait officiellement mais jugeait incompatible avec l'engagement du pays auprès des Anglo-Saxons, partagea l'enthousiasme du monde financier sur la signature, le 28, des accords Blum-Byrnes: la France était désormais sans conteste «située dans une "zone d'influence (...) anglo-saxonne et plus particulièrement américaine"»<sup>76</sup>. Le *statu quo* socio-économique ainsi garanti écarta définitivement les craintes maintenues depuis la Libération.

## VERS L'ABANDON DE LA BATAILLE DE LA PRODUCTION ET LA SCISSION, MAI 1946-DÉCEMBRE 1947

### **De mai-juin à l'automne 1946: le triomphe du «cycle infernal des salaires et des prix»**

C'est entre mai-juin et l'automne 1946 que fut franchie une étape décisive de la scission. Pour une double raison lucidement établie par Thorez au comité central de Saint-Denis de la mi-juin, tenu après le second revers: isolement de la classe ouvrière («consolidation [de ses] forces (...) derrière le parti communiste») par rapport aux «classes moyennes, à la ville surtout» (lesquelles incluaient les salariés), face au «renforcement (...) des éléments de la grande bourgeoisie»; et, conséquence tirée d'un isolement appelé à durer, première rupture *de fait* avec la Bataille de la Production, par la renonciation aux sacrifices consentis depuis la Libération en vue d'une Reconstruction nationale: la formule «désormais il est une identification absolue entre les intérêts présents et d'avenir de la classe ouvrière et ceux de la nation»<sup>77</sup> s'était traduite par la revendication d'une hausse générale des salaires, le 29 mai, de 25%, précision apportée le 5 juin. Au-delà de la fureur caractérisant la polémique entre tendances, de l'accusation confédérée de stricte politisation de l'action syndicale, etc., il convient de mesurer l'essentiel: cette décision cassait le consensus constructeur, certes relatif et fragile, issu de la Libération, entre forces sociales et politiques fondatrices de la IV<sup>e</sup> République. Sans encore prôner la grève, les unitaires s'orientaient vers le retour à leurs pratiques «de classe» traditionnelles - héritées de la «minorité» cégétiste dès avant 1914; tout en conservant à l'occasion le discours et les pratiques gauchistes encore utiles, les confédérés s'apprêtaient à renouer en tant que force autonome avec la «politique de présence» dont les prémices de la Première Guerre mondiale, celle-ci et ses lendemains avaient fixé la tradition. La SFIO assumait entre le CD du 4 juin et le CN du 9 juin, à tous égards, les contradictions entre, selon Guy Mollet, «un soutien intelligent (...) des revendications ouvrières» et «un drame de conscience pour le parti»: adhésion au blocage et veto contre la hausse des salaires «nominaux» considérée

comme jetant le pays «vers la catastrophe», d'un côté; nécessité de se renforcer, de l'autre, impliquant la poursuite du combat des communistes «par la gauche» (Deixonne). La solution fut trouvée dans l'acceptation exclusive de «portefeuilles sans aucune espèce d'importance pour la vie économique et financière du pays, ne comportant pas de responsabilités quant à celle-ci» (D. Mayer). Fut surtout clairement posée la question du contrôle d'une CGT dont la «bolchevisation» - l'adhésion à la hausse des salaires - était considérée comme responsable de la «défaite» du parti (Jaquet): Capdeville résuma un avis quasi unanime en observant que «si nous avions eu des camarades à la tête des syndicats, nous aurions évité cette manoeuvre qui nous est très préjudiciable»<sup>78</sup>.

De la conférence du Palais-Royal de juillet 1946, qui aboutit à une hausse salariale de 15%, aux grèves de novembre-décembre 1947, l'offensive, dimension idéologique incluse, contre les hausses de salaires accompagna et intensifia l'affaiblissement du monde ouvrier. Patronat, ministères, forces gouvernementales ou non consacrèrent par la pratique et le verbe l'éclatante supériorité du capital sur le travail. La tornade de la hausse des prix du second semestre de 1946 - «les queues de hausse» du ministre MRP de l'Économie nationale de Menthon -, sembla corroborer le cri général contre «le cycle infernal des salaires et des prix». L'offensive dirigée par le CNPF contre la curiosité des comités d'entreprise sur les prix de revient et les profits rencontra un plein succès: malgré les apparences du secours apporté par un expert comptable aux délégués ouvriers, le mur des «secrets de fabrication» protégea ceux des profits, dont la révélation eût mis à mal la théorie du «cycle infernal». Les unitaires parlèrent dans le vide en mobilisant leur presse au service de l'exposé marxiste de la formation de la valeur marchande et de la plus-value capitaliste. Circonvenus dans les comités d'entreprises par un patronat qui en demeurait le maître, les délégués syndicalistes - unitaires inclus - souscrivirent à toutes les augmentations des prix de vente requises, payées d'avantages propres aux salariés des sociétés concernées. La force dirigeante de la CGT ne parvint donc même plus à établir la discipline des siens, et déplora en vain, tel Dupuy au CC du 18 janvier 1947, le «véritable travail de décomposition des CE, de démoralisation». La course des prix donna du poids à l'argumentation confédérée sur la responsabilité écrasante des paysans dans les misères du monde salarié et des villes. Obsédés par le risque du «solo funèbre», les unitaires s'efforcèrent dans la tourmente de préserver les liens entre CGT et Confédération générale de l'Agriculture. En vain: le discours de *Force ouvrière* contre l'égoïsme et la rapacité des paysans trouvait à l'été 1946 un écho très supérieur. C'est sur ce fond que se produisirent les premières cassures partielles, surgies à l'occasion de grèves conduites par les confédérés avec les ministres socialistes et l'appui de Brown<sup>79</sup>.

Les PTT montrèrent la voie: des grèves de cotisations du début de 1946 à la constitution du «comité d'action syndicaliste» d'octobre en passant par la grève de juillet-août, l'œuvre animée par Camille Mourguès, de Clermont-Ferrand, bénéficia de la protection constante du *Free Trade Union Committee*. Ministres - Thomas, aux PTT -, et responsables de la SFIO avaient de longue date préparé l'assaut contre cet ancien fief, déchiré, de *Syndicats*. Il faudra étudier, les fonds du ministère des PTT ayant été épurés, comment la SFIO, qui délégua à l'affaire ses ténors, notamment Defferre et D. Mayer, s'employa à réaliser la prévision de novembre 1945 de Brutelle, du cabinet de Thomas, à Grezes, secrétaire général administratif de la Fédération (socialiste favorable à l'unité syndicale qui démissionna par opposition à la ligne scissionniste de son parti): «dans six mois, la direction de la Fédération postale doit être aux mains des socialistes»<sup>80</sup>. La grève ouvrit la première crise officielle au sein de la Confédération. Au CCN du 5 août, Jouhaux se dressa publiquement avec les siens (13% des mandats) contre les unitaires (87) qui appelaient les postiers à «l'esprit d'unité et de discipline». Se déclarèrent ainsi les bastions de la scission en cours: onze départements (Ain, Eure, Haute-Garonne, Haute-Saône, Jura, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Morbihan, Territoire de Belfort, Vienne) et huit fédérations dominées par la Fonction publique (employés, coiffeurs, enseignants, Finances, Services publics, Tabacs, fonctionnaires, Travaux publics)<sup>81</sup>. D'autres secteurs suivirent, de la grève des fonctionnaires de septembre 1946 à la sécession, contre la majorité unitaire toujours écrasante chez les Cheminots, des Wagons-Lits, fer de lance de Brown qu'on pouvait soustraire à la vigilance des unitaires (ils n'avaient naturellement pas les moyens d'«empêcher (...) les employés (...) de recevoir des renseignements (*intelligence information*) par leurs contacts dans l'industrie ferroviaire des autres pays ou de faire du trafic de devises (*smuggling*

money) pour financer ces opérations»). L'entreprise, dirigée par André Lafond, aboutit dès 1946 à la scission de ce secteur, signe avant-coureur de celle des «autonomes» de 1947<sup>82</sup>.

### De l'automne 1946 à la scission

Le second semestre de 1946 confronta les ouvriers à une nouvelle chute du pouvoir d'achat, et les communistes (au gouvernement et dans les entreprises) à la paralysie.

Le verrouillage des salaires fut garanti par une législation ligotant les ministres communistes, l'article 123 bis de la loi budgétaire de 1946 voté le 25 septembre imposant à toute initiative le contreseing du ministre des Finances<sup>83</sup>: Ambroise Croizat et ses deux camarades, mis en cause au cours du débat pour leur politique salariale, de la SFIO à la droite, se virent interdire toute parade au blocage. Les assaillis remportèrent cependant une ultime victoire, fruit du large appui des salariés concernés et de l'habileté tactique de leurs parlementaires, qui firent programmer la discussion du projet de loi sur le Statut de la Fonction publique à la veille des législatives de novembre: le vote, le 5 octobre, à la colère du reste de l'Assemblée, députés de la SFIO inclus, du dispositif préparé sous la houlette du ministre d'État Thorez en collaboration avec des militants de la fédération des fonctionnaires. Son article 32 fixait le traitement de base à 120% du «salaire minimum vital», concept qui, concernant tous les salariés, se trouva inscrit dans la loi. Chant du cygne, alors que la rigidité patronale s'aggravait au fil de l'évolution du rapport des forces général, l'opération affaiblit peut-être le courant scissionniste: elle divisa les confédérés, majoritaires chez les fonctionnaires, et satisfaits de leur Statut (notamment Neumeyer), et la SFIO, qui vota contrainte et forcée (par son électorat) et dépitée ce texte «imparfait et empreint d'un esprit totalitaire», dont elle se promit de réviser au plus tôt «certaines dispositions essentielles» (Christian Pineau)<sup>84</sup>.

L'état d'esprit régnant alors à la SFIO refléta l'entrée en agonie de la coalition tripartite. Le Conseil national réuni les 3 et 4 décembre 1946, sur le vote pour ou contre Thorez, fit éclater la volonté de rupture avec le PCF et révéla le poids grandissant à cet égard de l'espoir d'aide américaine, objet de chantage exercé sur les militants fédéraux, notamment par André Philip. L'emporta cependant encore la prudence, commune aux éléments sensibles à l'influence du parti dans les milieux ouvriers - tel Augustin Laurent, du Nord - et aux droitiers les plus déclarés - tel Max Lejeune, de la Somme. Sur des registres différents, le premier, convaincu de l'impossibilité de «reprendre contact avec la classe ouvrière» si l'on «fond[ait la SFIO] dans un vaste bloc anticommuniste», et le second, aussi lucide sur les conséquences de la perte du contrôle du parti sur la CGT, admirent l'«inéluçtable» présence communiste au gouvernement.

L'heure du sacrifice ouvrier sans contreparties avait en effet sonné. Ardeur ouvrière au travail et pression sur les salaires étaient jugées indispensables à une Reconstruction appuyée sur de massifs emprunts en dollars: les divergences portaient sur la meilleure tactique pour obtenir du monde ouvrier les sacrifices et «la discipline» y afférents, «épreuve extrêmement dure pour la classe ouvrière, (...) la semaine de 48 heures, sans augmentation de salaire» (Roubert). Cette donnée de base, compte tenu de «la mainmise du Parti communiste sur la Confédération générale du Travail», motiva, tous courants confondus, de Max Lejeune à Boutbien, le ralliement général au maintien de la participation du PCF au gouvernement<sup>85</sup>.

Prélude d'ailleurs à sa première éviction, avec le gouvernement socialiste homogène de Blum de la mi-décembre 1946 à la mi-janvier de 1947. L'opération préparée en compagnie du MRP avec l'aval de la droite classique<sup>86</sup> permit de lancer le programme d'austérité de décembre-janvier: suppression quasi générale des subventions, hausse des tarifs des services publics, suppression de 50.000 emplois de fonctionnaires, retour différé aux conventions collectives. De leur côté, communistes et unitaires maintinrent leurs revendications de «salaire minimum vital» et de retour à la liberté contractuelle. Contre la menace d'un relèvement général des salaires Blum éleva la digue d'une «baisse des prix» de 10% en deux étapes. Annoncée le 31 décembre 1946, la mesure fut mise au point avec le CNPF et le patronat sidérurgique, assurés d'une compensation intégrale par des hausses de prix seulement différées de quelques semaines: la haute fonction publique s'affirma aussi pleine de sollicitude pour les requêtes de la grande industrie qu'hargneuse envers «ces revendications [ouvrières] qui s'enhardissent (...) de chaque satisfaction qu'on leur donne»<sup>87</sup>. La décision-paravent s'inscrivit dans le cadre des mesures d'«assainissement» dont Washington faisait, en invoquant pesamment l'exemple belge en la matière, le préalable à l'octroi de tout nouveau crédit

<sup>88</sup>. «Le choc psychologique» ravit les milieux financiers, sans les libérer de leur inquiétude sur les réactions du monde du travail: «Les communistes sont les maîtres de la CGT et c'est là, évidemment, qu'est le point noir de l'expérience» <sup>89</sup>.

Rapportée à son objectif réel - saborder la hausse des salaires «non seulement illusoire mais néfaste» <sup>90</sup> -, la tactique fut un triomphe. Les confédérés exaltèrent «la bataille des prix» contre la «victoire à la Pyrrhus» de «la bataille des salaires» perdue à l'été 1946 <sup>91</sup> et s'affirmèrent prêts à affronter les unitaires («on»): «par une menace d'augmentation générale des salaires, on suspend l'épée de Damoclès sur la réussite de la baisse du coût de la vie et on compromet la revendication légitime du salaire minimum vital» <sup>92</sup>. L'initiative fit surtout l'unanimité parmi les salariés (à 97% selon l'IFOP), réduisant les unitaires à la défensive dans une CGT désormais ouvertement divisée. Au comité confédéral national (CCN) de la mi-janvier, ils renouvelèrent la revendication d'un salaire minimum de 7.000 francs mensuels au 1er janvier pour 40 heures hebdomadaires (répercutable sur la hiérarchie); au nom des nécessités de la Bataille de la Production, ils confirmèrent leur adhésion aux «huit heures supplémentaires», mais en l'associant à l'exigence de «la majoration des heures après la quarantième» (prévue par la loi Croizat du 25 février 1946). Arguant de la «politique actuelle d'assainissement des prix», la résolution du confédéré Fréour proposa de suspendre, «à titre provisoire», la demande de «minimum vital»: on y substituerait une «indemnité exceptionnelle, dite de vie chère», allouée aux seuls salariés gagnant moins de 7.000 francs <sup>93</sup>, solution qu'avaient choisie la SFIO et ses alliés politiques. Bien que les salariés eussent accueilli avec confiance la politique de Blum, la minorité fut gênée par le tournant que la «baisse de 10%» imprima à son discours gauchiste, et par l'abandon brutal d'une revendication chère au monde ouvrier «sur l'autel de la patrie, sur l'autel de Léon Blum» (Frachon): face aux 83% de voix unitaires, les confédérés se réfugièrent dans l'abstention (13%), la motion Fréour ne regroupant que 4% des mandats <sup>94</sup>.

La manœuvre affaiblit cependant les unitaires, tant l'annonce d'une «baisse des prix» avait, ils le reconnurent avec simplicité, suscité d'espérances chez les salariés <sup>95</sup>. Le dispositif parlementaire de l'automne 1946 démontra alors son efficacité. Le cabinet Ramadier constitué le 21 janvier inclut Croizat, à nouveau ministre du Travail, mais parfaitement neutralisé; on se débarrassa des encombrants Paul (non repris) et Tillon (versé au poste inoffensif de la Reconstruction et de l'Urbanisme).

Le verrouillage salarial sans échappatoire accentua considérablement les difficultés des unitaires face à une classe ouvrière excédée. D'autant plus que les prix, à peine freinés en janvier, reprirent leur course en février; et que le ravitaillement, gravement perturbé par les conditions météorologiques de l'hiver, s'aggrava: les Américains suivirent de près le phénomène, songeant d'autant moins à lui porter remède que, trancha leur ambassadeur Caffery le 6 mars, «après la clôture de la Conférence de Moscou, la situation sera riche de possibilités» - la perspective d'«une sérieuse crise politique» -, «en particulier si la situation économique française continue à se dégrader»: dans les premiers mois de 1947, on ne parlait en haut lieu que de l'inévitable prochaine «réduction des rations de pain» de 300 à 250 grammes par jour <sup>96</sup>. La grève-symbole de Renault survint fin avril, alors que le mécontentement suscité par «l'arrêté Philip» sur la «prime de vie chère» du 31 mars relançait dans les Métaux la revendication de «la prime de rendement»; et surtout au plus aigu de la crise de ravitaillement. Prétexte à l'éviction des ministres communistes, le conflit servit de galop d'essai à la scission, dans un contexte, très favorable à ses partisans, de lassitude et d'apathie ouvrières, et d'isolement croissant des unitaires:

1°. Le maigre succès des «manifestations de masse» du 25 mars 1947 exclusivement unitaires et désertées par la tendance confédérée <sup>97</sup>: recensées avec optimisme par la presse unitaire et communiste («un demi-million au Champ-de-Mars» et des chiffres aussi imposants en province), elles ne firent pas le plein des travailleurs syndiqués.

2°. La CGT subit surtout un échec sévère aux élections du 24 avril 1947 à la Sécurité sociale: 59% des exprimés seulement, avec à peine 3,3 millions de voix (pour 6 millions d'adhérents revendiqués) face aux 26% de la CFTC (près d'1,5 million de voix, pour environ la moitié d'«adhérents et "amis"»). L'événement avait été soigneusement préparé dans l'alliance SFIO-MRP contre l'ennemi commun, par syndicats interposés: 1° FO rabattit ses votes sur la CFTC partout où elle ne présentait pas, comme dans le Nord et le Var, de listes dissidentes de la CGT; 2° les alliés

pratiquèrent un panachage qui fit, résuma Croizat, une «hécatombe» de «68 militants connus de la CGT (...) souvent des membres estimés du parti communiste»<sup>98</sup>. L'argent américain, «utilisé pour financer les frais de déplacement des organisateurs, la publication des journaux et tracts anti-CGT», avait notamment été affecté aux «campagnes des candidats de FO aux élections de délégués et aux élections à la Sécurité Sociale»<sup>99</sup>. L'isolement des communistes, déjà assuré, le 19 avril, par l'apparence d'accord charbonnier occidental sur la Sarre<sup>100</sup>, était ainsi cinq jours plus tard confirmé à l'intérieur. Ce dernier revers décisif permit de lancer contre eux l'assaut différé depuis la fin de 1946, et que Daniel Mayer jugeait encore prématuré le 20 mars 1947: «l'exclusion politique du parti communiste, c'est l'hostilité à peu près déclarée de la CGT et nos groupes socialistes ne sont pas suffisamment prêts pour prendre le pouvoir syndical tombé en déshérence; nos groupes d'entreprise ne peuvent pas, à l'intérieur de la CGT, rendre les services qu'il faudrait attendre d'eux. Je ne crois pas que ce soit à travers le biais politique de la formation du gouvernement socialiste que l'on doive résoudre le problème que pose le syndicalisme français»<sup>101</sup>.

Nous avons montré ailleurs à quel point le printemps de 1947, entre désastre des conditions de vie et rupture de la Grande Alliance de guerre, avait représenté une étape décisive dans le processus achevé par les grèves de novembre-décembre 1947: c'est en mars-avril que Caffery et Irving Brown perçurent chez les adversaires communistes le désarroi et chez leurs amis français la résolution suffisante pour l'affrontement final<sup>102</sup>. Achevant le processus, les mois suivants accrurent les difficultés du ravitaillement (la ration de pain tomba en août à 200 grammes), le découragement ouvrier, l'affaiblissement des communistes et unitaires baptisés le 3 juin par Ramadier «chef d'orchestre clandestin» de l'agitation ouvrière, et ravivèrent l'espérance de l'Eldorado américain (désormais via la promesse de «Plan Marshall»). Ce qui domina le second semestre de 1947 ne fut pas l'agressivité communiste ou la peur qu'elle inspirait aux décideurs; mais, à l'inverse des discours de tréteaux dont Jules Moch, si froid et lucide en comité privé, se fit le spécialiste, la tranquillité qu'inspirait aux dirigeants français et à leurs soutiens américains l'insigne faiblesse d'un communisme replié sur ses bases ouvrières: à l'image de Lovett en octobre, les uns et les autres étaient convaincus, les archives publiées américaines l'attestent, des chances grandissantes de réussir «l'isolement et l'ostracisme des communistes français» et de casser «le mouvement syndical français, qui tient la clé de la production française ou l'échec de l'ERP»<sup>103</sup>.

Dès l'été 1947, les grèves surgies sur fond de division, en premier lieu celle de cheminots de juin, où les confédérés agirent en liaison avec leur ministre de tutelle (Moch), préparèrent, dans les fédérations accessibles, «l'épreuve de force»<sup>104</sup>. Au congrès de la SFIO de la mi-août 1947, Brixy présenta le glorieux bilan des GSE (54 000 adhérents au 1er août contre 39 000 en août 1946), modèle de «docilité» aux consignes du parti et d'«homogénéité», et instrument majeur de l'opposition à la grève, via «le vote à bulletins secrets» à «obtenir partout dès maintenant». Rapport adopté à l'unanimité, tandis que l'appel à la scission devint mot d'ordre formel: «libérer le syndicalisme» ou «restaurer l'indépendance du syndicalisme», prescrivit la résolution Leenhardt, ce qui «s'appelle en bon français la scission syndicale au sein de la CGT», traduisit le militant des Bouches-du-Rhône Malacrida. Obnubilé par les perspectives de «pain blanc» du «Plan Marshall» - contre celles du «pain noir» de la souveraineté prescrites par Thorez -, le congrès (Max Lejeune) dénonça les «grèves politiques» ou «grèves bolcheviques»<sup>105</sup>. Précédant celles lancées par les unitaires à l'automne, les grèves, déclenchées par des confédérés qui leur étaient officiellement hostiles, furent en partie des mouvements d'assaut tactiques contre l'unité des organisations: pendant tout l'été les unitaires furent hantés par les «provocations» à la scission que représentaient ces mouvements; ils firent tout pour les contenir, résistant à la forte poussée en leur faveur suscitée dans leurs rangs par la «surexcitation»<sup>106</sup> d'ouvriers exaspérés. Lorsque les communistes, soucieux depuis mai de «ne pas casser toute la vaisselle», à l'ère du «fair play» jugé propice à leur retour souhaité au gouvernement<sup>107</sup>, passèrent au durcissement de l'ère du Kominform, leurs adversaires n'avaient plus guère d'angoisse sur l'avenir. Bien loin des plans insurrectionnels que la grande presse prêtait quotidiennement au PCF, la fin de 1947 consacra, les archives diplomatiques le révèlent autant que les intérieures, non pas l'offensive, mais la défaite. De Marseille, où la provocation de la hausse du ticket de tramway (43%) servit le 10 novembre de déclic aux grèves, une militante du Textile exprima l'énergie du désespoir de militants disposés à se battre en prévoyant l'échec: «nous verrons revivre les jours de 39-40 - sans parler de la suite. La classe ouvrière sent le danger et se raidit»<sup>108</sup>. De ce point de vue, les grèves de l'automne 1947 répétèrent,

sur fond de désarroi ouvrier et de conjoncture extérieure décisive, la résistance désespérée du 30 novembre 1938.

La scission fut officialisée entre la cassure des fédérations le 26 novembre, à propos des grèves, et la démission collective des cinq secrétaires confédéraux le 19 décembre. La SFIO en espérait l'étai populaire à sa «Troisième Force»: espoir antagonique avec l'objectif même de la scission, casser la combativité ouvrière pour arracher la résignation aux formes de la Reconstruction choisies par les élites. Les débats et reproches mutuels que s'adressèrent «politiques» et «syndicaux» au Conseil national de la SFIO fin avril 1948 - quinze jours après le congrès constitutif de la jeune centrale - annoncèrent que, comme Jouhaux l'avait redouté, *FO* pâtit face à ses rivaux des strictes limites que fixait le parti à ses capacités d'action: contre Roux, «militant syndicaliste» du Loir-et-Cher mendiant à Daniel Mayer «la révision des zones de salaires» promise en décembre 1947 pour pouvoir en imputer le bénéfice au ministre socialiste du Travail et pas à «Benoît Frachon», s'imposerait la logique du second, celle des «deux considérations à envisager: les nécessités qui s'imposent et les mesures impopulaires qu'il faut prendre pour y faire face»<sup>109</sup>.

Pour les autres forces extérieures au monde syndical, françaises et américaines, il s'agissait de lever «le point noir» de la combativité ouvrière bien plus que de susciter, là où une telle mission relevait de la gageure, un puissant concurrent à la CGT de Frachon: le succès, limité par les forces que conserva longtemps la CGT maintenue, fut donc considérable, et les effets n'en sont pas épuisés. Quoiqu'il en soit, on ne saurait traiter le dossier qu'en franchissant très largement les bornes de l'objet syndical: à la stratégie syndicale de ces forces extérieures, patronat au premier chef, des recherches pourraient être consacrées avec fruit.

## NOTES

<sup>1</sup>. «Les ouvriers de la Loire et la Charte du Travail», *Revue de la Deuxième Guerre Mondiale*, avril 1976, p. 75-76.

<sup>2</sup>. «Vue d'ensemble sur le mouvement syndicaliste français de 1936 à 1944», RAM/1/25700, mai 1944, F1a 3774, Archives nationales (AN); A. Bergounioux, *Force ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1975, chap. 1, B. Georges, D. Tintant et M.-A. Renaud, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français [1921-1954]*, Paris, PUF, 1979, et A. Lacroix-Riz, «Unitaires et confédérés d'une réunification à l'autre (1934-1943)», *cahiers d'histoire de l'irm*, n° 15, 1983, p. 31-58.

<sup>3</sup>. XCG/4/25703, 12 février 1944, F1a 3744.

<sup>4</sup>. Rapport cité n° 27979, «sur la situation de la classe ouvrière», 4 mai 1944, F1a 3744; voir ce vol. et AN, F1a 3743, 3745, 3769, 3774 (le plus riche), 3776, 3777; F7 14888, 14897, 14900 et 14904.

<sup>5</sup>. Note sans référence, 20 décembre 1943, F7 14904.

<sup>6</sup>. CDD/BS, lettre de la Délégation générale des comités de Libération (DGCL) au Bureau confédéral de la CGT et réponse de Sicard, février 1944, F1a 3774.

<sup>7</sup>. CDD/L, 10 novembre 1943, F1a 3774.

<sup>8</sup>. A. Lacroix-Riz, «CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947). Deux stratégies de la Reconstruction», 4 vol. dactyl., thèse de Doctorat d'État, Paris I, 1981, chap. I.

<sup>9</sup>. «Action syndicale et politique des personnels des transports depuis 1940», QGS/1/25701, sd, fin 1943, reçu le 2 février 1944, F1a 3774.

<sup>10</sup>. Racamond, CNF des 30-31 août 1945, *bulletin d'informations et d'éducation syndicales*, n° spécial, mars 1946, archives de la fédération CGT de l'Alimentation.

<sup>11</sup>. Claudé, *ibid.*

<sup>12</sup>. Congrès de l'US des Métaux parisiens, 9-10 juin 1945, 4 vol., archives de la fédération CGT des Métaux, et «CGT et revendications...», *loc. cit.*

<sup>13</sup>. CC cité, archives de l'Institut de recherches marxistes (AIRM).

<sup>14</sup>. Tableau et graphiques, A. Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Editions Sociales, 1983, p. 71-74.

<sup>15</sup>. Robert Paxton, *La France de Vichy*, Paris, 1974, p. 262.

<sup>16</sup>. «Vue d'ensemble...», RAM/1/25700, mai 1944, F1a 3774.



- <sup>17</sup>. «Inspecteur général des comités sociaux, ces organismes fantômes» de la collaboration des classes, R. Paxton, *La France...*, p. 263.
- <sup>18</sup>. ATE/10/25202, décembre 1943-janvier 1944, F1a 3769.
- <sup>19</sup>. M. Epstein, *Jewish Labor in the U.S.A. 1914-1952*, New York, *Trade Union Sponsoring Committee*, 1953, R. Godson, *American Labor and European Politics. The AFL as a transnational Force*, New York, Crane, Russak & C°, 1976, R. Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, Random House, 1969, Ch. Madison, *American Labor Leaders*, New York, 1950, Ph. Taft, *The AFL from the Death of Gompers to the Merger*, New York, Harper, 1959, etc.
- <sup>20</sup>. «Autour d'Irving Brown : l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947)», *Le Mouvement social*, avril 1990, p. 79-118.
- <sup>21</sup>. Voir surtout A. Carew, «The Schism within the World Federation of Trade Unions: Government and Trade Union Diplomacy», *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335 et *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987, P. Weiler, «The United States, International Labor and the Cold War: the Break-Up of the World Federation of Trade Unions», *Diplomatic History*, V, 1981, p. 1-22, et *British Labour and the Cold War*, Stanford, 1988, et F. Romero, *Gli Stati Uniti e il Sindicalismo europeo 1944-1951*, Roma, 1989 (bibliographie plus complète, référ. n. 20).
- <sup>22</sup>. R. Godson, *American Labor...*, p. 36; résolution *in extenso*, M. Fichter, *Besatzungsmacht und Gewerkschaften. Zur Entwicklung und Anwendung der US-Gewerkschaftspolitik in Deutschland 1944-1948*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982, p. 39.
- <sup>23</sup>. Lettre de Brown à Woll, 14 mars 1946, R. Godson, *American Labor...*, p. 100.
- <sup>24</sup>. I. Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, p. 68, 145-146 et 150-151, et lettres de Hoppenot n° 214 et n° 329, Berne, 22 janvier et 5 février 1947, B 9-1, archives du Quai d'Orsay (MAE) (vol. consulté avant classement définitif: VCACD).
- <sup>25</sup>. Cette période ne servant ici que de référence comparative, consulter la bibliographie politico-syndicale de J. George au chap. XIV de J.-Y. Mollier et J. George, *La plus longue des Républiques, 1970-1940*, Paris, Fayard, 1994.
- <sup>26</sup>. *Le mouvement syndical de la Libération aux événements de mai-juin 1968*, Paris, Payot, 1969, p. 65.
- <sup>27</sup>. Congrès des 9-12 novembre 1945, p. 637-638, archives du secrétariat du PS (ASPS).
- <sup>28</sup>. Conférence des secrétaires fédéraux (CSF) du 20 mai 1945, p. 42, ASPS.
- <sup>29</sup>. CD du 30 mai 1945, archives D. Mayer.
- <sup>30</sup>. M. Sadoun, *Les socialistes sous l'occupation, résistance et collaboration*, PFNSP, 1982, p. 195-196.
- <sup>31</sup>. CSF, 27-28 octobre 1945, p. 121-122, ASPS.
- <sup>32</sup>. CSF, 23 février 1946, p. 148-150, ASPS.
- <sup>33</sup>. Le dossier F 90 20554 sur la question, consulté en vue de ma thèse, a été pratiquement vidé.
- <sup>34</sup>. Révélations de «Mlle Méhudin», conférée du bureau fédéral des cheminot, et de Deroide, unitaire des Cadres, au congrès des cheminots des 2-5 juillet 1947, archives de la fédération CGT, voir «CGT et revendications...», notamment p. 849-850, 896, 900-904, 907 et (surtout) 913-916, et *La CGT...*, chap. 5.
- <sup>35</sup>. Richard Vinen, *The politics of French business 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991: la vengeance patronale aurait été assouvie après la défaite ouvrière de novembre 1938, clôturant l'ère d'affrontement ouverte en 1936; l'auteur lui-même atténue sa thèse en notant que le patronat affecta un pro-américanisme-bouclier d'autant plus spectaculaire qu'il s'était davantage compromis avec l'occupant, chap. 12-13.
- <sup>36</sup>. Deux sources concordantes d'origine différente, QCS/1/25600, décembre 1943, F1a 3769, et note direction des RG, 22 mai 1944, F7 15312.
- <sup>37</sup>. ZAC/2/35.100, rapport confidentiel, 21 décembre 1943, F1a 3743.
- <sup>38</sup>. SAM/1/25.800, juillet 1944, «grand patronat et problèmes immédiats de l'après-guerre», F1a 3774 (réunions «il y a quelques semaines»). Même écho chez les Gillet de Lyon, animateurs de la «Centrale Commerciale et Industrielle» fondée en septembre 1936 en vue du combat anticommuniste, porte-parole «des financiers et des capitalistes (...) qui, après avoir appuyé la politique de Vichy, se rangeraient à nos côtés», LIA/21/35001 bis, reçu le 19 février 1944, F1a 3745.
- <sup>39</sup>. ACB/9/25800, 12 mai 1944, F1a 3769. Sur ce pourvoyeur (Peugeot inclus) de fonds à tous les groupements anticommunistes, partis ou mouvements et presse, *ibid.*, P. Fridenson, *Histoire des Usines Renault... 1898-1939*, vol. 1, Paris, Le Seuil, 1972, p. 322, et I. Kolboom, *La revanche des patrons. Le patronat français face au Front Populaire*, Paris, 1986, p. 234-235.
- <sup>40</sup>. *La politique du patronat français 1936-1955*, trad., Armand Colin, 1959.

- <sup>41</sup>. «Le patronat et les cadres», J. Bouvier (dir.), *La France en mouvement 1934-1938*, Champ Vallon, 1986, p. 234-256 et *La revanche des patrons. Le patronat français face au Front Populaire*, Paris, 1986.
- <sup>42</sup>. Sur Albertini, synthèse de Roger Faligot et Rémi Kauffer, «La revanche de M. Georges», *Eminences grises*, Paris, Fayard, p. 133-170, et bibliographie, p. 405.
- <sup>43</sup>. J.-Y. Mollier et J. George, *La plus longue...*, p. 644, 647, 675, 686 et A. Lacroix-Riz, «Unitaires et Confédérés...», *cahiers d'histoire de l'irm*, n° 15, 1983, p. 45-47.
- <sup>44</sup>. P. Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 61, 385-386 et 404.
- <sup>45</sup>. Roger Faligot et Rémi Kauffer, «La revanche...», p. 145, 148, 155 et *passim*.
- <sup>46</sup>. R. F. Kuisel, *Capitalisme and State in Modern France*, Cambridge, 1981, chap. 4, 6 et 7 et D. de Bellecize, *Les neuf sages de la Résistance. Le Comité général d'Etudes dans la clandestinité*, Paris, 1979.
- <sup>47</sup>. Henry Ehrmann, *La politique...*, p. 199, et 108-109.
- <sup>48</sup>. A. Lacroix-Riz, «Les résistances dans l'Administration», *Les nationalisations de la Libération*, Paris, PFNSP, 1987, p. 192-210.
- <sup>49</sup>. M. Margairaz, *L'État, la direction des Finances et de l'Economie en France. Histoire d'une conversion, 1932-1952* (thèse d'État, Paris I, Paris, Imprimerie nationale, 1991, 2 vol., *passim* (voir index, p. 1407).
- <sup>50</sup>. SCDD/2/35100, extraits de rapports des RG sur l'opinion ouvrière en toutes régions, décembre 1943-janvier 1944, F1a 3743.
- <sup>51</sup>. *Bulletin hebdomadaire* des RG du Nord, n° 28, Lille, du 13 au 20 décembre 1943, F7 14904. Litanie, F1a 3743 (très riche), 3744, 3745, 3765, 3770, 3774, 3776, F7 14886, 14888 et 14904.
- <sup>52</sup>. Rapport Closon, 20 juin 1945, *Bulletin sur la situation dans les régions et les départements*, n° 105, AN, F1a 4029. Voir «CGT et...», chap. 3 et 5, *La CGT...*, chap. 5 et R. Treppe, *Les trois batailles du charbon 1936-1947*, La Découverte, 1989.
- <sup>53</sup>. *Force ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1975, p. 34-35.
- <sup>54</sup>. Entretiens Guindey-Keynes à la Trésorerie des 10-12 janvier 1946, A-194.5, MAE (VCACD).
- <sup>55</sup>. Congrès de l'USRP, 23-25 avril 1945, archives de l'UD CGT de la région parisienne.
- <sup>56</sup>. CD du 4 décembre 1945.
- <sup>57</sup>. B. Georges, D. Tintant et M.-A. Renaud, *Léon Jouhaux...*, p. 146 et 181 *sq.* et René Belin, *Mémoires (1933-1942)*, Paris, 1978, p. 69-72.
- <sup>58</sup>. Lettre de Bonnet n° 962, Washington, 6 juillet 1945, *États-Unis 1944-1952*, vol. 265, MAE
- <sup>59</sup>. Rapport du lieutenant Pollet sur les syndicats allemands, 19 octobre 1945, *Europe Allemagne 1944-1960*, vol. 57, MAE.
- <sup>60</sup>. Lettre à Bluestein, 27 novembre 1945, R. Radosh, *American Labor...*, p. 312.
- <sup>61</sup>. Deixonne, Tarn, Conseil national (CN) du 9 juin 1946, ASPS.
- <sup>62</sup>. CSF, 27-28 octobre 1945, ASPS.
- <sup>63</sup>. Rapport sd, R. Radosh, *American Labor...*, p. 316-317.
- <sup>64</sup>. Lettre à Woll, 14 décembre 1945, *ibid.*, p. 315.
- <sup>65</sup>. Sur les affrontements, voir le congrès fédéral des Chemins de fer, 5-7 août 1945, archives des cheminots CGT.
- <sup>66</sup>. Congrès confédéral d'avril 1946, p. 54, archives de la CGT (il faudrait citer toutes les réunions syndicales): voir «CGT et...», p. 361-362).
- <sup>67</sup>. A. Prost, *La CGT à l'époque du Front Populaire*, Paris, PFNSP, 1964, et M.-F. Rogliano, «L'anticommunisme dans la CGT: "Syndicats"», *Le Mouvement social*, avril-juin 1974, p. 63-84.
- <sup>68</sup>. Congrès cité, archives fédérales, *passim*.
- <sup>69</sup>. N° cité de FO, p. 3 et 26è congrès CGT d'avril 1946, p. 62, 84 et 66.
- <sup>70</sup>. Rapport Brown sur le congrès, R. Radosh et R. Godson, *American Labor...*, p. 315-318, 89 et 93-95.
- <sup>71</sup>. R. Godson, *American Labor...*, p. 117-118, et interview de Brown, *Libération*, 27 novembre 1985, p. 5.
- <sup>72</sup>. Congrès des 12-16 mars 1946, p. 41, archives fédérales.
- <sup>73</sup>. Note de l'Economie nationale postérieure au 15 août 1945, fonds Raffalovich, FP XVIII 10, archives de l'IHTP.
- <sup>74</sup>. JOD du 25 septembre 1946, p. 3987, 3988 et 3991.
- <sup>75</sup>. Sur la conjoncture, A. Lacroix-Riz, «CGT et...», chap. I et III à V, *La CGT...*, chap. 1-3, «Un ministre communiste face au problème des salaires: l'action d'Ambroise Croizat de novembre 1945 à mai 1947», *Le Mouvement social*, avril-juin 1983, p. 3-44; sur Tillon, H. Chapman, «Les ouvriers, le communisme et l'État: les politiques de reconstruction d'après-guerre dans l'industrie aéronautique 1944-1950», *Le Mouvement social*, décembre 1988, p. 65-

96; sur Paul, D. Holter, *The battle for coal. Miners and the politics of nationalization in France, 1944-1950*, De Kalb, Northern Illinois University Press, 1992 et R. Frost, *Alternating currents. Nationalized power in France 1946-1970*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

<sup>76</sup>. *Les Echos*, 1er juin 1946. Sur la conjoncture, Jean Davidson, *Correspondant à Washington: ce que je n'ai jamais câblé*, Paris, Ed. du Seuil, 1954, p. 18-20, E. Rice-Maximin, «The United States and the French Left, 1945-1949: the View from the State Department», *Journal of Contemporary History*, vol. 19, 1984, p. 729-747, A. Lacroix-Riz, «CGT et...», chap. VI, *Le choix de Marianne, les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions sociales, 1986, p. 63-90, «Du bon usage de la Gauche non communiste en France», *cahiers d'histoire de l'irm*, n° 30, 1987, p. 75-107. Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 55-93, et M. Margairaz, «Autour des accords Blum-Byrnes: Jean Monnet entre le consensus national et le consensus atlantique», *Histoire, Economie et Société*, 3/1982, p. 439-470, *L'État...*, p. 829-844, estiment comme nous dérisoire l'«aide» économique alors négociée, mais jugent que le tournant politique «à connotation anticommuniste» (M. Margairaz, *L'État...*, p. 844) n'a pas été pris alors.

<sup>77</sup>. CC des 15-16 juin, AIRM.

<sup>78</sup>. CD (Jaquet), 4 juin, archives D. Mayer, et du CN, 9 juin, ASPS.

<sup>79</sup>. «CGT et...», chap. VIII et *La CGT...*, chap. 3-4.

<sup>80</sup>. Lettre de Grezes, *l'Humanité* du 13 août 1946.

<sup>81</sup>. «Résolution sur la discipline syndicale», archives CGT, et *FO*, 8 août 1946.

<sup>82</sup>. R. Godson, *American Labor...*, p. 84-85 et 95-96 et I. Wall, *L'influence américaine...*, p. 150-151. Sur les événements animés par des responsables de la SFIO, A. Bergounioux, *Force...*, p. 48-56 et A. Lacroix-Riz, «CGT et...», p. 586-589.

<sup>83</sup>. *JO des Débats (JOD)*, 26 et 27 septembre 1946.

<sup>84</sup>. *FO*, 6 mars 1947, p. 3, et *JOD*, 6 octobre 1946, p. 4703.

<sup>85</sup>. CN des 3-4 décembre 1946, ASPS, et «CGT et...», p. 645-652).

<sup>86</sup>. *JOD*, 18 décembre 1946, séance du 17, p. 107-108 (et «CGT et...», vol. 2, p. 654 sq.).

<sup>87</sup>. Note pour le ministre, Paris, 27 février 1947, F60 672, AN.

<sup>88</sup>. «Du bon usage...», p. 90, *Le choix...*, p. 92-93 et 99, «CGT et...», vol. 2, chap. IX et X, et *La CGT...*, 199-204.

<sup>89</sup>. *Les Echos*, éditorial du 8 janvier 1947.

<sup>90</sup>. Discours radiodiffusé du 3 janvier de D. Mayer, ministre du Travail du cabinet Blum, *Le Populaire*, 4 janvier 1947.

<sup>91</sup>. *FO*, n° 55, 9 janvier 1947, p. 6-7, et tout le numéro.

<sup>92</sup>. Capocci, *FO*, n° 56, 16 janvier 1947, p. 2.

<sup>93</sup>. Résolutions Le Brun et Fréour, CCN des 14-15 janvier 1947, archives CGT.

<sup>94</sup>. CCN des 14-15 janvier 1947, AC.

<sup>95</sup>. Nombreuses interventions sur ce thème, CC du PCF, 18 janvier 1947, AIRM.

<sup>96</sup>. Copie d'une lettre de Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture, à son homologue américain, Anderson, 18 février 1947, B 12-6, VCACD, MAE.

<sup>97</sup>. *Le Peuple*, 22 mars 1947, p. 1.

<sup>98</sup>. A. Croizat, *Les cahiers du communisme*, n° 6, juin 1947, «Dans la Sécurité sociale. Bilan et enseignement des élections». Sur l'accord *FO-CFTC*, «CGT et...», p. 576-577.

<sup>99</sup>. R. Godson, *American Labor...*, p. 117, souligné par nous.

<sup>100</sup>. Sur le «mythe sarrois» destiné à justifier l'option «occidentale» au terme de la Conférence de Moscou, A. Lacroix-Riz, *Le choix...*, p. 111-120, et «La transformation d'un ami en ennemi: l'URSS, le Quai d'Orsay, Washington et la presse entre l'alliance de guerre et la guerre froide, 1941-1948», *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine. Hommage à Raymond Huard*, Université Paul Valéry, Montpellier III, 1995, p. 124-126.

<sup>101</sup>. CN de la SFIO des 19-20 mars 1947, p. 370-371, ASPS.

<sup>102</sup>. Tél. Caffery 851.00/3-3147, Paris, 31 mars, et 851.00/4-2547, 25 avril, *Foreign Relations of the United States (FRUS)* 1947 vol. III, p. 696 et 703, et A. Lacroix-Riz, «La grève d'avril-mai 1947 de la Régie Renault: des événements à leur contexte général», *Renault Histoire*, n° 6, juin 1994, p. 128-161.

<sup>103</sup>. Tél. Lovett à Caffery 851.00/10 2447, Washington, 25 octobre 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 792.

<sup>104</sup>. Congrès des cheminots des 2-5 juillet 1947, *passim*.

<sup>105</sup>. Congrès des 14-17 août 1947, rapport Brixy, p. 269-272, Leenhardt, p. 665-666, Malacrida, p. 675, Max Lejeune, p. 53-56. Allusion au discours de Thorez à Brest, le 6 juillet.

<sup>106</sup>. Monmousseau (et *alii*), CC des 12-13 septembre 1947, AIRM.

- 
- <sup>107</sup>. Respectivement Thorez et Duclos, CC des 3 mai et 29-30 octobre 1947, AIRM.
- <sup>108</sup>. Lettre à Aubert, 19 novembre 1947, archives fédérales du Textile.
- <sup>109</sup>. CN, 27 décembre 1947, 2<sup>e</sup> séance, p. 40-46, ASPS.